

Unité Interdépartementale 39-71  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 31/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS**

ZONE ARTISANALE EN GRAIN  
39360 Chassal-Molinges

Références : TP/NM/2025/M\_81  
Code AIOT : 0005900905

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS implanté ZONE ARTISANALE EN GRAIN 39360 Chassal-Molinges. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS
- ZONE ARTISANALE EN GRAIN 39360 Chassal-Molinges
- Code AIOT : 0005900905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES exploite sur le territoire de la commune de Chassal-Molinges (39360), zone artisanale "En Grain", des installations de fabrication et d'application de peinture de pièces en plastique à destination du secteur de l'automobile. Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° AP-2018-08-DREAL du 9 février 2018.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.1.1.4 et 2.9.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC – EK1K0/19/123 4	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.1.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC – EK1K0/19/123 4	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.1.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Extinction automatique à eau de type sprinkleur	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.1.1	Sans objet
5	Porter à connaissance du 19/10/2023 (installation de deux chapiteaux)	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.4.1	Sans objet
6	Dossier de porter à connaissance : Fusion des sociétés ESL et ESM	Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a relevé 3 non-conformités portant sur :

- les moyens de défense contre l'incendie ;
- la conformité au dossier d'autorisation modifié ;
- les installations d'extinction automatique d'incendie.

L'inspection maintient également une non-conformité portant sur les moyens complémentaires de défense contre l'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.1.1					
Thème(s) : Situation administrative, Nature des activités					
Prescription contrôlée :					
Rubrique	Libellé de la rubrique	Seuils de classement	Nature et volume autorisés	Volume ou grandeur TOTAL de l'activité	Régime
2940.2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile)	A > 100 kg/j 100 kg/j ≥ DC > 10 kg/j	450 kg/j	450 kg/j	A
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités	peinture : 8 t solvant : 4,5 t	12,5 tonnes	A

	leur point d'ébullition, a u t r e s liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à u n e température supérieure à l e u r température d'ébullition ou dans des conditions particulières d e traitement, telles qu'une pression ou u n e température élevée	c a v i t é s souterraines étant :  1. Supérieure ou égale à 10 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 1 t m a i s inférieure à 10 t (DC)			
[...]					
2663.2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymère (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, ...) 2. dans les autres cas	$A \geq 80000 \text{ m}^3$ $80000 \text{ m}^3 > E \geq 10000 \text{ m}^3$ $10000 \text{ m}^3 > D \geq 1000 \text{ m}^3$	stockage maximal de produits finis : $742 \text{ m}^3$  stockage maximal de produits semi-finis : $1305 \text{ m}^3$  stockage maximal de palettes plastiques : $44 \text{ m}^3$  stockage maximal de caisses plastiques	$2507 \text{ m}^3$	D

			plastiques vides : 290 m <sup>3</sup>  stockage maximal d'emballages thermoformés : 126 m <sup>3</sup>		
[...]					
2921.1b	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	$E \geq 3000 \text{ kW}$ $DC < 3000 \text{ kW}$	Présence d'une tour aéroréfrigérante (circuit primaire non fermé) d'une puissance thermique évacuée maximale exprimée en kW	600	DC
[...]					
2910-A	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel et fioul	$A \geq 20 \text{ MW}$ $2 \text{ MW} < DC < 20 \text{ MW}$	Unité de combustion n° 2 Puissance thermique nominale = 1580,5 kW	1,58	Non applicable
[...]					

#### Constats :

Par courrier du 13 décembre 2019, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à la construction d'une extension dédiée au stockage de ses produits finis. Une actualisation de son classement des rubriques a été effectuée dans laquelle il mentionne une

augmentation de 301 % de ses capacités de stockage de produits finis passant ainsi de 742 m<sup>3</sup> à 2 235 m<sup>3</sup>. Tenant compte de cette évolution, l'exploitant procède désormais au stockage global de 4 000 m<sup>3</sup> de produits classés au titre de la rubrique 2663.2. Pour autant, cette modification n'entraîne pas le franchissement du seuil du régime d'enregistrement fixé à 10 000 m<sup>3</sup>.

Au travers de ce même courrier, l'exploitant a transmis un formulaire CERFA n° 15275\*02, signé en date du 29 octobre 2019, par lequel il notifie la cessation d'activité d'une tour aéroréfrigérante classée sous la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau). La mise à l'arrêt est effective depuis 2020 et le démantèlement a été réalisé en février 2024. Cet état de fait a été constaté lors de l'inspection. Par ailleurs, cette dernière a été remplacée par un groupe froid dont le fluide frigorigène employé ne relève pas de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, il apparaît que l'installation de combustion du site relève à présent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Celle-ci dispose d'une puissance de 1,25 MW d'après l'exploitant. Or, le décret en Conseil d'État n° 2018-704 du 3 août 2018 a engendré l'abaissement du seuil de 2 MW à 1 MW, conduisant au classement de l'installation par antériorité, sous le régime de déclaration avec contrôles périodiques (DC).

Depuis cette dernière actualisation, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a évolué. À titre d'exemple, le classement de l'exploitation sous la rubrique 2940.2 (application de peinture) ne relève plus du régime d'autorisation mais du régime d'enregistrement (décret en Conseil d'État n° 2020-559 du 12 mai 2020). Le volume autorisé du site reste pour autant inchangé.

À l'occasion du contrôle des installations du 19 avril 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de se positionner sur son classement au titre de la rubrique 4330 (liquides inflammables de catégorie 1 [...]). Un inventaire accompagné des fiches de données de sécurité a été transmis en date du 20 octobre 2023. Une quantité de 7,7 tonnes avait alors été notifiée. Par ces justificatifs, l'exploitant a confirmé qu'en pratique l'établissement se situe sous le seuil du régime d'autorisation et du seuil bas au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement fixés à 10 tonnes de substances inflammables. Pour lever toute ambiguïté, une demande d'abaissement de seuil sera formulée par l'exploitant au préfet du Jura, à son initiative.

Considérant ce qui précède, le classement des installations serait désormais le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Seuils de classement	Nature et volume autorisés	Volume ou grandeur TOTAL de l'activité	Régime
2940.2	V e r n i s , p e i n t u r e , apprêt, colle, enduit, etc. (application, c u i s s o n , séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier,	E > 100 kg/j 100 kg/j ≥ DC > 10 kg/j	450 kg/j	450 kg/j	E

	cuir, papier, textile)				
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :  1. Supérieure ou égale à 10 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (DC)	<10 t (quantité à définir exactement)	<10 t (quantité à définir exactement)	DC
[...]					
2663.2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymère (matières	$E \geq 10\,000\text{ m}^3$ $10\,000\text{ m}^3 >$ $D \geq 1000\text{ m}^3$	stockage maximal de produits finis : $2235\text{ m}^3$  stockage maximal de produits semi-finis : $1305\text{ m}^3$	$4000\text{ m}^3$	D



	(matières plastiques, caoutchouc, élastomères, ...) 2. dans les autres cas		1305 m <sup>3</sup>  stockage maximal de palettes plastiques : 44 m <sup>3</sup>  stockage maximal de caisses plastiques vides : 290 m <sup>3</sup>  stockage maximal d'emballages thermoformés : 126 m <sup>3</sup>		
[...]					
2910.A	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel et fioul	50 MW > E ≥ 20 MW 20 MW > DC ≥ 1 MW	1,25 MW	1,25 MW	DC

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra un classement actualisé de ses rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Défense extérieure contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.1.1.4 et 2.9.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

**Art. 1.1.1.4 :** « Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande

conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. »

**Extrait du dossier de porter à connaissance référencé EK1K0/19/1234 : « [...]**

**Besoins en eau incendie**

[...] Au regard des besoins, une réserve incendie de 60 m<sup>3</sup> sera mise en place pour compléter le dispositif existant. [...] »

**Art. 2.9.2.5 :** « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

- de 2 poteaux incendie (débit de 60 m<sup>3</sup>/h chacun) [...]

- d'une aire d'aspiration (n° 339.001) répondant aux caractéristiques définies par le SDIS notamment en matière d'accessibilité.

L'aire d'aspiration :

- est accessible en toute circonstance (\*).
- dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h.
- est aménagée pour permettre la mise en station de 2 engins incendie et permettre leur retournement.

(\*) Une convention est signée avec la société sur laquelle est implantée l'aire d'aspiration pour établir des modalités d'accès permanentes. L'exploitant est en mesure de justifier à l'Inspection la disponibilité effective des débits d'eau sur les différents moyens de prélèvement d'eau. [...] »

**Constats :**

L'inspection relève une **non-conformité** en constatant que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression pour chacun des deux poteaux incendie publics intégrant les moyens de défense du site. En effet, par courrier électronique du 3 mars 2024, le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Jura informe l'exploitant et l'inspection que les deux prises d'eau sont reliées à la même réserve communale d'une capacité de 90 m<sup>3</sup>. En conséquence de quoi les deux poteaux d'incendie ne peuvent pas être considérés comme suffisants pour satisfaire les besoins réglementaires puisque le débit requis, fixé à 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures, nécessite pour l'atteindre une réserve de 120 m<sup>3</sup>.

Par ailleurs, l'aire d'aspiration n° 339.001, présente physiquement sur l'emprise foncière de la société voisine, ne répond pas aux caractéristiques définies par le SDIS du Jura notamment en matière de proximité, d'accessibilité, d'aménagement et d'équipement de raccordement pour permettre aux engins d'incendie de s'alimenter dans le cours d'eau local. Le débit de ce point d'eau ne peut pas non plus être garanti en permanence, plus particulièrement en période d'étiage.

Dans son dossier de porter à connaissance du 13 décembre 2019 référencé « SOCOTEC - EK1K0/19/1234 » présenté dans le cadre de son projet d'extension, l'exploitant avait réévalué ses

besoins en eau à 240 m<sup>3</sup> au moyen d'une nouvelle étude D9 préconisée par le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. Cette étude a mis en lumière la nécessité de compléter les besoins existants par une réserve de 60 m<sup>3</sup> sur la base d'un débit théorique erroné de 120 m<sup>3</sup>/h, garanti par les deux poteaux communaux, auquel s'ajoute le débit de l'aire d'aspiration estimé à 90 m<sup>3</sup>/h par l'exploitant, non garanti en période d'étiage et dont le débit normalisé est fixé à 60 m<sup>3</sup>/h et par prise d'eau.

Compte tenu des constats susmentionnés, la proposition de l'exploitant se révèle être insuffisante au regard de la réévaluation des besoins et doit redimensionner ses moyens de lutte contre l'incendie en conséquence.

L'inspection note qu'à ce stade, l'exploitant a engagé des démarches auprès d'un bureau d'étude qualifié pour redéfinir ses besoins en eau et l'accompagner dans sa stratégie de déploiement de nouveaux dispositifs de défense contre l'incendie. Un bon de commande du 31 janvier 2025 a été présenté à l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un premier temps, l'exploitant transmettra son étude D9 actualisée accompagnée d'une description des moyens normalisés qu'il compte mettre en œuvre pour satisfaire aux nouveaux besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie.

Dans un second temps, il notifiera les justificatifs attestant de l'achèvement des travaux d'installation de ces moyens (devis, bons de commandes, factures, photos, etc.)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC – EK1K0/19/1234**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.1.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, DECI - Besoins complémentaires en eau

**Prescription contrôlée :**

**Article 1.1.1.4 :**

« Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. »

**Extrait du dossier de porter à connaissance référencé EK1K0/19/1234 :**

« [...] Besoins en eau incendie

[...] Au regard des besoins, une réserve incendie de 60 m<sup>3</sup> sera mise en place pour compléter le dispositif existant. [...] »

**Constats :**

<p>L'inspection maintient une <b>non-conformité</b>, relevée à l'occasion d'un contrôle effectué le 19 avril 2023, en constatant que l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier de l'installation d'une réserve de 60 m<sup>3</sup> d'eau en complément des moyens existants de défense contre l'incendie, et ce, contrairement à sa déclaration transcrite au travers de son dossier de porter à connaissance référencé « SOCOTEC - EK1K0/19/1234 » du 13 décembre 2019.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Cette non-conformité pourra être considérée comme soldée dès lors que l'exploitant aura résolu celle constatée dans la fiche précédente (n° 2).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 4 : Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC – EK1K0/19/1234**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 1.1.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 13 décembre 2019, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à la construction d'un hall d'expédition et de stockage de ses produits finis. Par courrier du 2 juin 2020, l'inspection invitait l'exploitant à fournir certains compléments qui n'ont depuis pas été transmis, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise à jour du plan des réseaux faisant apparaître les points de rejets au milieu naturel et tous les dispositifs de traitement présents ;</li> <li>• les justificatifs d'installation d'un système de sécurité incendie (SSI) dans le hall d'expédition ;</li> <li>• une mise en cohérence du tableau présentant les évolutions des produits stockés sous la rubrique 2663 avec le tableau des rubriques.</li> </ul> <p>L'inspection a constaté les conditions d'exploitation du hall d'expédition. Une <b>non-conformité</b> est relevée en constatant l'absence de mise en œuvre d'un système de sécurité incendie, et ce, contrairement aux engagements de l'exploitant exprimés au travers de son dossier.</p> <p>Il était également demandé de fournir des compléments sur la description et le classement de l'atelier d'assemblage du bâtiment B qui n'était pas directement impacté par le projet mais dont la situation administrative nécessitait d'être précisée. L'exploitant a confirmé qu'aucune activité de transformation de polymère (rubrique 2661) n'était effectuée au sein de ce bâtiment. Il s'agit</p>

d'un atelier dédié à l'assemblage de pièces en plastique et à des activités de petite mécanique. La visite de terrain a permis de visualiser les conditions d'exploitation de ce bâtiment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra un plan des réseaux actualisé en indiquant précisément les points de rejets et les dispositifs de traitement associés. Il justifiera également de la mise en œuvre d'un système de sécurité incendie dans son hall d'expédition et mettra en cohérence le tableau présentant les évolutions des produits stockés sous la rubrique 2663 avec le tableau des rubriques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Porter à connaissance du 19/10/2023 (installation de deux chapiteaux)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.4.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Par courrier du 19 octobre 2023, l'exploitant a fait parvenir un dossier de porter à connaissance relatif au projet d'installation de deux chapiteaux en vue d'abriter la zone de stockage des emballages en plastique vides. Ce dernier a indiqué à l'inspection que le projet avait été abandonné pour des raisons de réorganisation interne. Lors de la visite, il n'a pas été constaté la présence des deux chapiteaux initialement projetés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dossier de porter à connaissance : Fusion des sociétés ESL et ESM**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.4.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Par courrier du 26 juin 2020, l'exploitant a fait parvenir un dossier de porter à connaissance relatif à la fusion des sociétés d'Eurostyle Systems Lognes et d'Eurostyle Systems Molinges. Celle-ci est effective depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020. Le site ayant fait l'objet d'une fermeture est celui de Lognes. Le dossier de l'exploitant précisait l'intégration d'environ huit salariés sur le site de Chassal-Molinges. Un collaborateur est encore présent à ce jour. Cette évolution n'engendre pas de risques nouveaux, ni d'impacts significatifs. Elle n'entraîne pas non plus de franchissement de seuil, ni l'introduction de nouvelles activités dans l'exploitation générale du site.

Les modifications remarquables concernent :

- l'abandon du puits de captage, initialement utilisé pour l'alimentation des circuits de refroidissement associés à la tour aéroréfrigérante avant son démantèlement ;
- l'alimentation en eau du site qui se fait exclusivement par le biais du réseau communal ;
- l'introduction d'un groupe froid utilisant un fluide frigorigène ne relevant pas de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le cheminement des eaux pluviales de toiture et de voiries après le rejet n° 3 du site qui transitent par un déshuileur commun au parking de la société voisine avant d'être rejetées dans la rivière.

Ces modifications seront prises en compte à l'occasion d'une prochaine actualisation des prescriptions applicables au moyen d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Extinction automatique à eau de type sprinkleur

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système d'extinction incendie

**Prescription contrôlée :**

Le site est entièrement sprinklé, à l'exception des zones suivantes :

- les bureaux et les vestiaires ;
- le local qualité / charge batteries (ancien local groupe électrogène) ;
- le local de stockage des peintures ;
- la cabine Manzo 3 ;
- le bureau peinture ;
- le bureau expédition ;
- la conciergerie ;
- les zones de stockages extérieures non abritées.

Les installations de sprinklage sont vérifiées de manière hebdomadaire par du personnel qualifié. Les résultats des vérifications sont consignés dans un registre tenu à la disposition des installations classées.

Le système est installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

**Constats :**

Les installations d'extinction automatique à eau de type sprinkleur sont vérifiées chaque lundi par l'exploitant à partir d'une fiche de contrôle faisant ensuite l'objet d'un archivage.

Conformément à la règle R1 du référentiel APSAD (édition juillet 2020), un système de protection incendie sprinkleur doit être remis en conformité tous les 30 ans. Le processus de la révision trentenaire se décompose en trois phases :

- phase 1 : visite du site et étude de faisabilité ;
- phase 2 : investigations détaillées ;
- phase 3 : rédaction du cahier des charges et liste des travaux de révision trentenaire.

Le certificat de conformité des installations du site (hors hall d'expédition), délivré en février 1990, est échu depuis mars 2020. L'exploitant a transmis les rapports des phases 1 et 2 datant respectivement du 7 janvier 2020 et du 23 juillet 2020. S'agissant de la phase 3, l'exploitant a présenté un rapport datant du 2 mai 2023, qui chiffre le montant des travaux de remise en conformité à 760 332 euros TTC. L'exploitant indique que les travaux n'ont pas été réalisés, que ce montant représente un coût considérable compte tenu de la situation économique de l'entreprise et que « la politique actuelle repose plutôt sur le maintien en fonctionnement » des installations. Pour autant, l'inspection relève une **non-conformité** en constatant que les installations d'extinction automatique ne sont pas entretenues conformément aux référentiels reconnus.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procédera :

- soit à l'entretien de ses installations d'extinction automatique conformément aux référentiels reconnus et transmettra les justificatifs afférents à l'inspection ;
- soit à la transmission d'un dossier de porter à connaissance dans lequel il devra intégrer une étude de dimensionnement de son système d'extinction automatique de type sprinkleur en vue de confirmer ou non la nécessité de maintenir un tel dispositif dans chacune des zones identifiées dans son étude de dangers, et le cas échéant, de proposer les modifications envisagées.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur l'impact qu'un retrait de son système d'extinction automatique d'incendie (DECI) engendrerait sur le calcul du besoin en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. En effet, les calculs issus du document technique D9 intègrent une décote du besoin en eau pour la DECI en cas de présence d'un tel système d'extinction automatique d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois